

BOUCHES-DU-RHÔNE  
Le port du masque allégé

La préfecture a communiqué ce mercredi sur un allègement du port du masque dans les Bouches-du-Rhône, à compter de ce mercredi 2 juin, sur les places, parcs, jardins et dans les espaces naturels. Le port du masque reste obligatoire dans les lieux ouverts au public et sur la voie publique, sur les marchés (foires, vide-greniers, puces, brocantes) et dans les lieux

recevant du public (commerces, musées et centres commerciaux).

MARSEILLE  
Le local du PCF du 9<sup>e</sup> vandalisé

Plaque descellée, porte rouée de coups, bris de glace, boîte aux lettres souillée de débris alimentaires avariés, affiches arrachées... c'est le triste spectacle

ANNONCES OFFICIELLES  
HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

Marseille

Marchés publics : cdelepine@lamarseillaise.fr  
Vie des sociétés : ipp@lamarseillaise.fr

Martigues

martiguespub@lamarseillaise.fr



Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement  
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 30 avril 2021, il sera procédé, du 1<sup>er</sup> juin au 30 juin inclus, sur le territoire des communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale modificative relevant de l'article L.181-1 du code de l'environnement présentée par la société Parc Eolien Offshore de Provence Grand Large (PEO-PGL) dans le cadre de la construction et de l'exploitation d'un parc éolien flottant en mer au large de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale modificative a été réalisé conformément à la décision n°19NT02389 du 6 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes afin de régulariser la procédure visant au respect des conditions fixées au 4<sup>e</sup> de l'article L.411-2 du code de l'environnement pour déroguer aux interdictions édictées pour la conservation des espèces animales non domestiques et de leurs habitats et la procédure visant au respect des conditions fixées au VII de l'article L.414-4 du code de l'environnement concernant Natura 2000.

A été désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Nourdin ASSAS - Géologue consultant.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 (distanciation physique, mesures barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public. Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation du dossier en maires et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier soumis à enquête publique comprend les pièces suivantes :  
- la décision n°19NT02389 du 6 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes,  
- la note de présentation du dossier,  
- le dossier de dérogation espèces protégées,  
- l'addendum à l'évaluation des incidences Natura 2000,  
- l'avis du Conseil général de l'environnement et du développement durable, autorité environnementale  
- les avis des parcs nationaux des Calanques et de Port-Cros et du CNPN,

- le mémoire en réponse de la société PEO-PGL aux avis,  
- le rapport actualisé de la garante de la concertation.  
Le dossier d'enquête publique sera consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Le dossier pourra également être consulté gratuitement, sous forme numérisée, pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret, 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - bureau 421 - contact préalable au 04.84.35.42.65/66).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Pour permettre une information la plus complète du public, les éléments suivants, issus de l'enquête publique précédente, seront mis à disposition, pour mémoire, selon les modalités ci-après :

- l'étude d'impact sur le projet de parc éolien flottant Provence Grand Large au large de Port-Saint-Louis-du-Rhône présentée à l'enquête publique précédente et le résumé non technique,
- l'avis n° Ae 2018-27 émis le 16 mai 2018 par le Conseil général de l'environnement et du développement durable, autorité environnementale, sur l'étude d'impact précitée,
- la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale réalisée par le maître d'ouvrage en septembre 2018,
- le dossier d'incidence Natura 2000,
- les pièces complémentaires, sous format papier dans les communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer et en version numérique sur le site internet de la préfecture.
- Les pièces du dossier d'enquête publique et le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public en maires de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer pendant trente jours consécutifs, du 1<sup>er</sup> juin au 30 juin 2021 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des locaux, et consigner ses observations et propositions sur les registres d'enquête ouverts à cet effet.
- Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront être adressées au commissaire enquêteur par voie postale (le cachet de la poste faisant foi) à la mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, ou par courrier électronique à l'adresse suivante [pref-edp-dpl-eolien@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:pref-edp-dpl-eolien@bouches-du-rhone.gouv.fr) (capacité maxi 5Mo). L'accès à la messagerie électronique sera limité à la durée de l'enquête publique, soit du 01/06/2021 à 9h00 (heure d'ouverture) au 30/06/2021 à 17h00 (heure de clôture).
- En outre, les observations et propositions écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Nourdin ASSAS, qui se tiendra à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants :
- Port-Saint-Louis-du-Rhône - Pôle Technique Municipal - 25 avenue Max Dormoy (13230)
- Mardi 1<sup>er</sup> juin 2021 de 9h00 à 12h00
- Mercredi 23 juin 2021 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 30 juin 2021 de 14h00 à 17h00
- Martigues - Direction de l'Urbanisme - Hôtel de ville - avenue Louis Sammut (13500)
- Mardi 8 juin 2021 de 9h00 à 12h00
- Vendredi 18 juin 2021 de 14h00 à 17h00
- Port-de-Bouc - Hôtel de ville - 20 cours Landryon (13110)
- Jeudi 10 juin 2021 de 9h00 à 12h00
- Mardi 22 juin 2021 de 14h00 à 17h00
- Fos-sur-Mer - Hôtel de ville - avenue René Cassin (13270)
- Mercredi 2 juin 2021 de 14h00 à 17h00
- Mardi 15 juin 2021 de 9h00 à 12h00
- Vendredi 25 juin 2021 de 14h00 à 17h00
- Mardi 29 juin 2021 de 9h00 à 12h00
- Les observations et propositions du public (1) transmises par voie postale ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus seront consultables en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>
- Les observations et propositions du public (1) transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de la préfecture où elles seront publiées dans les meilleurs délais conformément à l'article R.123-13 du code de l'environnement.
- L'ensemble des observations et propositions du public sera communiqué aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.
- A l'issue de l'enquête, copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans les mairies de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet.
- L'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre du code de l'environnement est le Préfet des Bouches-du-Rhône. Cette décision sera prise, dans les conditions des articles R.181-39 à R.181-41 du code de l'environnement, sous la forme d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale modificative assorti de prescriptions, ou de refus, et sera mise en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>
- La personne responsable du projet est la :  
Société Parc Eolien Offshore de Provence Grand Large  
Cœur Défense - Tour B  
100 Esplanade du Général de Gaulle  
92932 Paris La Défense Cedex  
Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de la société à :  
Mme Emma GOUZE, cheffe de projets environnement - tél : 06.28.54.60.12 - email : [emma.gouze@edf-re.fr](mailto:emma.gouze@edf-re.fr) ou M. Philippe VEYAN, directeur de l'action territoriale et des autorisations - tél : 04.42.29.80.05 - email : [philippe.veyan@edf-re.fr](mailto:philippe.veyan@edf-re.fr)

(1) Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront consultables en ligne.

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale Adjointe  
Anne LAYBOURNE  
Mars 2021

qu'ont pu constater, lundi matin, les militants communistes du 9<sup>e</sup> arrondissement. "Tard dans la nuit de dimanche, leur local de section « a été la cible d'actes de vandalisme, un acte odieux », dénonce, dans un communiqué le PCF 13. Un fait loin d'être isolé : « Ce n'est pas la première fois que de tels actes se produisent à l'encontre de la section », poursuit la fédération. « Force est de constater que les vulgaires et les combats qui nous animent dérangent encore les tenants de l'ordre établi, les haineux de tous bords », estime le PCF. Une pré-plainte a été enregistrée.

Vie des sociétés

AVIS DE CONSTITUTION

Par actes SSP, avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Dénomination Sociale : HERITAGE  
Forme : SAS  
Capital : 1000€  
Siège Social : 31 Rue des Cordeliers 13100 Aix-en-Provence  
Objet : Exploitation directe ou indirecte de tous magasins de prêt-à-porter et accessoires. L'achat et la revente, l'import, export d'articles neufs ou usagés et objet divers accessoires, vêtements, décoration d'intérieur, rénovation, dépôts vente, achat, vente de tous produits non réglementés particulièrement textile, déco etc.  
Président : Monsieur ANDRIANTSIMAHAVANJOY Alina demeurant 55 Rue Manu Timoroda Bat A apt 422 13080 Aix en Provence  
Directeur général : Monsieur DUBOIS David demeurant 62 Chemin des lavandières Quartier clos 13560 Roquevaire  
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.  
Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.  
Durée de la société : 99 ans à compter de l'immatriculation au R.C.S d'Aix-en-Provence.

FIN DE LOCATION GERANCE DE TAXI

Suite à la location gérance d'une licence de Taxi N° 900 sur la commune de Marseille consentie en date du 24/07/2018, entre Monsieur l'adjudicataire RALAL demeurant au 1 allée de l'Eden 13800 ISTRES N° 500 556 873 00015 RNM 13 titulaire de l'Autorisation de taxi N°900 et la SASU MB TAXI au capital de 100 euros siège social sis 1 place du 14 décembre La Mauvettette 2 - 13015 MARSEILLE - N° 840 142 319 RCS MARSEILLE - représenté par son président Monsieur Souhaïel M'BARKI a pris fin d'un commun accord, le 01/06/2021, selon les termes de l'article 95-935 avec une fin d'activité consistée par l'administration municipale à la date du déséquipement du véhicule taxi par un installateur agréé en date du 02/06/2021

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale PREMIUM ACTION CLIMAT, sari au capital de 30.000 €, Rue Ampère 2A La Verdère 1 Lotissement 23, 13880 VELAUJ, 825226772 RCS SALON DE PROVENCE, réunie le 12 mai 2021 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Nicolas MAGAUD, demeurant 575 chemin de Rasel - 13510 EGLILLE de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.  
Pour avis, Le Liquidateur

légales et judiciaires

Rapidité, efficacité et tarifs attractifs  
sur 4 départements (13/83/30/34)

Votre contact : [ipp@lamarseillaise.fr](mailto:ipp@lamarseillaise.fr) / 04 91 57 75 34  
Devis sur demande

La Marseillaise

Il existe d'autres voix,  
ou vous le dit tous les jours.

